



REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Personne publique / Pouvoir adjudicateur :

Groupement des établissements en gestion directe de l'AEFE de Casablanca –
Mohammedia
Lycée Lyautey
260 boulevard ZIRAOU
20040 Casablanca
MAROC

Objet de la consultation :

TRAVAUX DE REPRISE D'ETANCHEITE AU LYCEE LYAUTEY

Identification du signataire :

L'Ordonnateur du Groupement des établissements en gestion directe de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger à Casablanca et Mohammedia, M. Claude THOINET

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

VENDREDI 29 MARS 2019 A 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	3
ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 5 : VARIANTES ET OPTIONS	4
ARTICLE 6 : VISITE DU SITE	4
ARTICLE 7 : DUREE PREVISIONNELLE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	4
ARTICLE 8 : OBTENTION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 9 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	4
ARTICLE 10 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
ARTICLE 11 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	7

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet des travaux de reprise d'étanchéité au Lycée Lyautey

Il s'agit d'un marché de travaux et il sera conclu avec le prestataire dont l'offre aura été retenue et acceptée par le pouvoir adjudicateur.

Le présent marché ne prévoit pas de décomposition en lots.

Le descriptif des prestations est indiqué dans le Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS)

Classification CPV : 45261420-4 Travaux d'étanchéification.

ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION

Les candidats peuvent présenter leur candidature, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

La candidature sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires du marché.

Dans le cas où le candidat ferait une candidature sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, les pièces administratives et techniques décrites ci-dessous concernant chaque membre du groupement devront être fournies. En outre, la lettre de candidature dûment complétée et signée sera jointe lorsque le mandataire sera habilité par les membres du groupement à signer l'acte d'engagement.

Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

1 ^{er} document	Règlement de la Consultation (RC)
2 ^e document	Acte d'engagement (AE)
3 ^e document	Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP)
4 ^e document	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
5 ^e document	Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS)
6 ^e document	Pièces graphiques plans et schémas

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des candidatures était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

AVERTISSEMENT : Les soumissionnaires se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation.

En cas de litige dans le courant du déroulement de la prestation, lié à une différence d'interprétation des documents contractuels, il est bien entendu que c'est l'interprétation du pouvoir adjudicateur qui fera foi.

ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée pour ce marché.

ARTICLE 5 : VARIANTES ET OPTIONS

Les candidats doivent présenter une candidature conforme au dossier de consultation.
Les variantes et les options sont acceptées.

ARTICLE 6 : VISITE DU SITE

La visite des lieux est obligatoire. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la non-visite des lieux sera éliminatoire.

Elle est organisée à la date suivante : 22 mars 2019 à 10h00.

Aucune autre visite ne sera organisée.

ARTICLE 7 : DUREE PREVISIONNELLE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

La durée prévisionnelle du marché est de **12 jours, sur la période allant du 1^{er} avril au 12 avril 2019.**

Le pouvoir adjudicateur a prévu le calendrier suivant :

Remise des offres : 29 mars 2019 à 12h

Sélection des offres : 1^{er} avril 2019

Notification du marché : 3 avril 2019

Début des travaux : 15 avril 2019

Fin des travaux : 26 avril 2019

Réception des travaux : 26 avril 2019

ARTICLE 8 : OBTENTION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les candidats sont invités à télécharger les documents du dossier de consultation sur le site Internet du Lycée Lyautey (<https://www.lyceelyautey.org/appels-doffres>).

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de repousser la date de remise des candidatures au plus tard cinq (5) jours avant la date initialement fixée pour cette remise des candidatures.

ARTICLE 9 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront être remises par voie électronique (bcheminal@lyceelyautey.org ; vperriez@lyceelyautey.org et nlance@lyceelyautey.org) et sous forme papier auprès de Mme Nadia LANCE (bureau au Lycée Lyautey). Cette

candidature papier et cette offre devront parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures. **Elles devront être placées dans un pli scellé comportant la mention lisible « Consultation pour MARCHE N°2019/008 – TRAVAUX ETANCHEITE LYCEE LYAUTEY »** et la mention « **NE PAS OUVRIR** ».

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française.

Tous les documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) devront être paraphés et signés. Les documents paraphés et signés devront donc être scannés dans l'offre remise par voie électronique.

Elles devront respecter la charte de nommage suivante :

Année+mois+jour – Intitulé du document.

Par exemple : 20180520 – AE

Les intitulés de document des pièces contenues dans le DCE ne devront pas être modifiés.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls ;
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse ;
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

ARTICLE 10 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE ET A L'OFFRE :

1) Les documents du dossier de consultation

L'ensemble des documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) : Règlement de Consultation (RC), Acte d'Engagement (AE), Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS), Pièces graphiques. Tous ces documents devront être complétés, paraphés et signés.

2) Présentation des candidatures

Une **lettre de candidature** signée de présentation de la société et de son intention de soumissionner, ainsi que **l'habilitation de la personne ayant pouvoir d'engager la société** et une **attestation sur l'honneur** prouvant qu'il n'est sous le coup d'aucune interdiction d'exercer.

3) Autorisation de soumissionner :

Ces documents du 2) sont exigibles au seul candidat attributaire, toutefois il est recommandé de les produire dès le début de la consultation

- une attestation de pouvoir pour le signataire.
- *Les certificats sociaux et fiscaux (attestation de régularité sociale ou certificat social), datés, signés ou certifiés conformes à l'original s'il s'agit de copies.*
- *Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés ;*

4) Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Inscription au registre professionnel (Registre du Commerce et des Sociétés, autoentrepreneur).

5) Capacité Economique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Bilans ou extraits de bilan, le cas échéant, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Attestation d'assurance prouvant le niveau approprié d'assurance des risques professionnels

Si pour une raison justifiée l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

ARTICLE 11 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature et d'offre dans un délai approprié et identique pour tous.

EXAMEN CANDIDATURE ET OFFRE :

La Personne Publique procédera à la vérification de la production des documents justificatifs relatifs aux conditions de participation, avec notamment :

- La justification d'un niveau de capacité minimal proportionné à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution (Capacité Economique et financière) : Le candidat doit justifier d'un niveau approprié d'assurance des risques professionnels pour l'exécution du présent marché, et d'un chiffre d'affaire permettant l'exécution du présent marché.
- Les capacités techniques et professionnelles, par, notamment, la qualification professionnelle, l'expérience, les moyens humains et matériels pour l'exécution du marché.

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des charges. Elles seront jugées à partir des critères suivants :

- **Prix : 60%**

Les propositions financières seront jugées en fonction du prix forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement (AE) ;

- **Valeur technique : 40%**

Ce critère sera apprécié sur la base des informations renseignées par le candidat dans le cadre du mémoire technique à produire.

ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent s'adresser :

Renseignements techniques et administratifs :

Mme Nadia LANCE

nlance@lyceelyautey.org

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour motif d'intérêt général.